



Paris, le 23 octobre 2008

Communiqué de presse

Les députés ont adopté aujourd'hui un texte révisant à la baisse la proposition de re-fiscalisation des agrocarburants proposée entre 2009 et 2012, donnant ainsi gain de cause aux industriels français.

Des objectifs d'incorporation d'agrocarburants trop ambitieux auront des conséquences dramatiques dans les pays du Sud

Les organisations de la campagne « Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde » déplorent que les parlementaires français n'aient pas remis en cause la pertinence du soutien de l'Etat à la filière des agrocarburants. La défiscalisation a ainsi coûté à l'Etat 800 millions d'euros en 2008, une somme colossale au regard des piètres résultats des agrocarburants en terme de lutte contre le changement climatique. Surtout, le maintien aveugle d'un objectif français d'incorporation de 10% d'ici à 2015 – une échéance encore plus proche que celle discutée au sein de l'Union européenne - aura inexorablement des conséquences dramatiques sur l'accès à l'alimentation des populations du Sud.

Jean-Denis Crola, d'Oxfam France, déclare : « L'objectif français d'incorporation nécessitera des importations de produits agricoles accrues pour compenser la production désormais détournée vers les agrocarburants. En 2007, 64% de la production française d'huile de colza a été dédiée aux agrocarburants et devra être compensée par des importations d'huile de palme indonésienne pour nos produits alimentaires ». Ni la France ni les autres pays de l'Union européenne ne pourront remplacer 10% de l'essence et du diesel par des agrocarburants sans provoquer des effets très importants sur la disponibilité de céréales et d'huiles sur leur marché, et donc entamer le fragile équilibre mondial. Il leur faudra importer des quantités toujours plus importantes des pays en développement. En se fixant des objectifs supérieurs à ce que l'on peut produire, les pays européens créent un appel d'air pour les investissements dans des cultures à vocation exportatrice au Sud.

Ambroise Mazal, du CCFD-Terre solidaire, ajoute : « Le développement des agrocarburants se fait au détriment des cultures alimentaires dans les pays du Sud, au moment où la relance de l'agriculture familiale et vivrière est plus que jamais nécessaire. En Indonésie, en Malaisie ou au Brésil mais aussi dans nombre de pays africains, des millions d'hectares de forêt primaire disparaissent pour faire place aux plantations pour la fabrication d'agrocarburants ».

Sébastien Godinot, des Amis de la Terre, précise : « Pour faire face à ces problèmes, l'Union européenne et la France proposent d'importer des agrocarburants certifiés « durables. Mais la certification ne répond en rien à la surconsommation de carburants de l'Union européenne. Par ailleurs, aucune certification ne peut prendre en compte les impacts macroéconomiques comme les déplacements forcés de population, la hausse des prix des produits alimentaires. Enfin, la certification résulte d'un consensus entre les acteurs : la table ronde sur l'huile de palme durable n'exclut pas les plantations cultivées sur des forêts secondaires ou des sols tourbeux, ni le recours au paraquat, un pesticide très toxique interdit dans l'Union européenne ».

Le 7 octobre dernier, dans son rapport *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, la FAO appelait à revoir d'urgence les politiques de soutien aux agrocarburants dans les pays du Nord, afin de maintenir l'objectif de sécurité alimentaire mondiale et protéger les agriculteurs pauvres.

La France, qui se targue de ses propositions en termes de lutte contre la crise alimentaire, ne doit pas maintenir son attitude offensive en faveur des agrocarburants : elle doit supprimer tout objectif chiffré d'incorporation des agrocarburants dans les transports ainsi que ses subventions à la filière.

Site de la campagne « Les agrocarburants, ça nourrit pas son monde » : www.agrocarb.fr

Contacts :

- CCFD : Véronique de La Martinière : 01 44 82 80 64 - v.delamartiniere@ccfd.asso.fr
- Les Amis de la Terre : Caroline Prak 01 48 51 32 22 / 06 86 41 53 43 caroline.prak@amisdelaterre.org
- Oxfam France – Agir ici : Magali Rubino 06 30 46 66 04 - mrubino@oxfamfrance.org